DIAL 2801

MEXIQUE - Construire l'autonomie dans les communautés zapatistes : éducation, santé, économie et justice

dimanche 1er mai 2005, mis en ligne par Dial

Comment fonctionnent concrètement les nouvelles formes d'organisation mises au point dans les communautés zapatistes du Chiapas, en route dans la construction de leur autonomie ? Dial avait déjà présenté le nouveau système d'organisation zapatiste [1]. Aujourd'hui, c'est à sa mise en œuvre effective dans les domaines de l'éducation, santé, économie et justice que nous assistons, grâce au reportage effectué sur place par le SIPAZ et publié dans son bulletin de mars 2005. Le SIPAZ (Service international pour la paix), selon la présentation qu'il fait de lui-même, est « un programme d'observation internationale créé en 1995 » pour « appuyer la recherche de solutions pacifiques et la construction d'une culture de paix, de dialogue et de tolérance entre tous les acteurs ».

« Notre travail est de construire l'autonomie. Que le peuple puisse décider comment exercer ses droits. C'est une forme de lutte, une lutte juste, qui a raison. Travailler la santé et les autres secteurs d'activités, c'est une arme de notre lutte, qui ne tire pas de balles mais des mots, des mots qui lancent un appel à toute l'humanité. » (Comité de bon gouvernement de Morelia).

Quand vous voyagez au Chiapas, vous pouvez observer de nombreuses pancartes : « Vous êtes dans un territoire zapatiste en rébellion. Ici, le peuple commande et le gouvernement obéit. »

Cela signifie que vous parcourez une zone habitée par des bases civiles de soutien de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Depuis 1994, les communautés zapatistes se sont regroupées au sein des Municipalités autonomes rebelles zapatistes (MAREZ), qui sont gouvernées par un Conseil autonome formé par les représentants des mêmes communautés. Les MAREZ se superposent géographiquement et politiquement aux municipalités constitutionnelles. Parallèlement aux municipalités officielles, ces conseils autonomes décident eux-mêmes de leur mode d'organisation sur des questions comme l'éducation, la santé et la justice. La résistance passe par le fait de n'accepter ni l'argent ni les projets qui proviennent du gouvernement mexicain.

En 2001, une réforme constitutionnelle portant sur les droits et la culture indigènes a été approuvée par le Congrès mexicain. Cette réforme prétendait appliquer les Accords de San Andrés (signés entre l'EZLN et le gouvernement fédéral en 1996). Cependant, pour l'EZLN et le Congrès national indigène, elle ne fait que perpétuer le paternalisme de l'Etat face aux populations autochtones, sans reconnaître leur façon de s'autogouverner. C'est pour cela qu'ils ont opté pour la construction de l'autonomie par la voie des faits et qu'ils considèrent les Accords de San Andrés comme une loi en vigueur dans leurs territoires.

Depuis août 2003, les zapatistes ont par ailleurs créé les Comités de bon gouvernement, comme un nouvel échelon dans leur pratique de l'autonomie. Les Comités de bon gouvernement sont formés par les autorités des Conseils autonomes qui changent tous les 7, 15 ou 30 jours, selon la région.

Il existe 5 Comités de bon gouvernement qui siègent depuis les Caracoles (escargots). Ceux-ci sont venus

remplacer les Aguascalientes (lieux de rencontre entre la société civile et les zapatistes) qui existaient dans le passé. Les Caracoles représentent symboliquement une porte ouverte qui donne un accès direct à la vie autonome zapatiste. Dans tous les Caracoles vous trouverez les maisons couvertes de fresques murales : visages de Zapata, du sous-commandant Marcos, des martyrs de guerre ou des épis de maïs couverts de passe-montagnes. A Oventik, vous pourrez faire des achats dans les coopératives d'artisanat des femmes, et à Roberto Barrios acquérir un hamac. A La Garrucha, la cafétéria Samliyel abrite un « cyber pozol » (équivalent d'un café Internet, le pozol étant une boisson typique à base de maïs). A La Realidad comme à Morelia, vous pourrez voir des vidéos dans les cafétérias. Dans tous les Caracoles, vous trouverez aussi les Campements civils pour la paix, construits pour les observateurs des droits humains et les sympathisants du mouvement zapatiste.
Dans chacun des Caracoles, les Comités de bon gouvernement nous ont parlé de la construction de leur autonomie, des avancées, des limites rencontrées et des défis.

« Commander en obéissant »

Les Caracoles zapatistes rendent visible une construction de l'autonomie que les bases de soutien ont commencé à mettre en place bien avant 1994. Elle représente une pratique des peuples autochtones au cours des siècles afin de résister à la colonisation et à leur marginalisation systématique. « L'autonomie est un chemin que nous avons parcouru depuis plusieurs années et qui se maintient au travers de nos propres coutumes, nos propres façons de prendre des décisions, notre langue. Cela fait longtemps que ce chemin existe, parce que les formes indigènes ne correspondent pas à celles du gouvernement officiel. Et nous, nous avons opté pour la forme du « commander en obéissant », avec nos propres autorités pour qu'elles nous aident et que nous nous aidions nous-mêmes. L'autonomie est le travail de tous. » (Comité de bon gouvernement de La Garrucha)
L'autonomie zapatiste commence par le droit d'élire ses propres autorités en respectant le principe « commander en obéissant » : « L'idée des peuples autochtones est de se gouverner eux-mêmes, en partant du principe de lutte que le pouvoir est dans le peuple. Ce que nous proposons comme autorités va être discuté par la population durant le temps nécessaire. Mais comme autorités, nous ne sommes que représentants. Au-dessus de nous, il y a un pouvoir qui est le pouvoir du peuple. Le peuple peut avoir certains problèmes qu'il n'aborde pas et s'il ne le discute pas, c'est son problème. Mais si comme autorités nous faisons quelque chose que le peuple ne sait pas, alors nous recevons des critiques et nous devons les accepter. » (Comité de bon gouvernement de La Realidad)

L'autonomie ne s'établit pas seulement au niveau politique mais aussi au niveau culturel et économique. « L'autonomie se construit par la pratique. Par exemple, dans la milpa (champ de maïs), nous n'allons plus utiliser le gramoxon (un pesticide chimique). Nous savons que les produits chimiques sont un poison pour nous. Une partie de ce que nous faisons, c'est utiliser un insecticide naturel qui s'applique dans la milpa. C'est le peuple qui l'utilise, parce que nos ancêtres n'utilisaient jamais de produits chimiques.
L'autonomie se construit de différentes formes. Pour nous il s'agit de cesser de dépendre du gouvernement à tous les niveaux, et dans ces produits qui nous affectent comme peuples indigènes, comme les produits transgéniques. » (Comité de bon gouvernement de Roberto Barrios)

Les communautés construisent leurs propres programmes d'éducation, de santé, de commercialisation. Elles cherchent à obtenir une plus grande autosuffisance alimentaire à un moment où l'Accord de libre-échange d'Amérique du Nord (ALENA) a réduit drastiquement les possibilités de marchés justes pour les produits agricoles comme le café, le maïs ou les haricots.

La construction de l'autonomie avance petit à petit, parce que, comme les zapatistes nous le disaient : « Ce qui a le plus d'importance, c'est la pratique, parler est très facile mais faire quelque chose est plus difficile. La théorie a une valeur, mais ce n'est pas le plus important. » (Comités de bon gouvernement de Morelia)

Éducation

En ce qui concerne l'éducation, dans presque toutes les municipalités zapatistes, il existe des écoles avec des promoteurs indigènes originaires des mêmes communautés. Ceux-ci ont été formés à travers des

ateliers soutenus par la société civile nationale et internationale, soit directement, soit par des aides économiques. Dans la région d'Oventik, les zapatistes ont commencé à développer l'éducation autonome au niveau du secondaire avant de continuer avec le primaire. Des jeunes provenant des différentes municipalités viennent au Caracol pour suivre les cours de l'école secondaire. Dans d'autres régions, comme à Morelia, chaque municipalité a son école primaire et secondaire et ils rêvent d'ouvrir leur propre université. « Nous ne voulons ni égaler ni nous comparer avec l'éducation du gouvernement, qui ne sert ni pour les peuples indigènes ni pour les zapatistes. C'est pour ça que la nôtre a un autre point de départ que celle du gouvernement. La leur est individualiste et égoïste, elle prépare l'élève à servir l'entrepreneur pour qu'il continue avec son négoce. Elle n'enseigne pas la relation avec la Nature. L'éducation autonome aide le peuple et l'organisation pour que les jeunes n'apprennent pas à servir le patron mais à mettre leurs connaissances au service du peuple. » (Comité de bon gouvernement de Morelia)

A Roberto Barrios, les élèves commencent avec le projet éducatif Semillita del Sol (Petite graine de soleil) et ils passent ensuite par le Centre culturel technique autonome zapatiste (CCTAZ), où ils décideront quel métier ils veulent faire. Ils préfèrent ne pas utiliser le système de classes dans l'enseignement (à la différence du gouvernement) pour n'exclure personne et permettre à chacun d'avancer en fonction de ses possibilités.

Le contenu éducatif s'adapte en fonction des besoins : « La forme de l'éducation pédagogique et politique est différente : nous ne travaillons pas les mêmes matières que l'éducation officielle. Nous avons différents secteurs. Quand nous parlons de langue, nous regroupons toutes les nôtres et l'espagnol. Nous travaillons aussi 'les histoires', afin que la lutte zapatiste et toutes les luttes contre ceux qui nous oppriment apparaissent. Nous travaillons aussi 'la vie et l'environnement', qui englobe 'la vie et les ressources naturelles'. » (Comité de bon gouvernement de La Garrucha)

Dans l'éducation et la santé autonomes, l'humanité et la dignité sont au-dessus de l'argent. On y récupère le sens de 'bien commun' et ce sont deux valeurs indispensables dans leur façon de concevoir une 'bonne vie' pour tous. « Dans notre organisation, il n'existe pas l'idée de travailler pour un salaire. Le travail naît de la conscience. » (Comité de bon gouvernement de Morelia). Les promoteurs sont élus par la communauté, ils ne reçoivent pas de salaire. A cause de cela, un des grands défis de l'éducation autonome est d'éviter la désertion des promoteurs lorsque les communautés ne les aident pas suffisamment.

Santé

La santé représente une des grandes avancées des municipalités autonomes. Il existe des cliniques régionales à La Garrucha, à Oventik et dans la région de La Realidad, ainsi qu'un hôpital dans la communauté de San José del Río, où plus de 10 opérations ont été pratiquées dans les locaux mêmes grâce au soutien solidaire de médecins provenant de Comitán.

On essaie de faire en sorte que chaque municipalité dispose d'une petite pharmacie et de promoteurs de santé capables de recevoir les malades. La formation des promoteurs de santé se fait de la même façon que pour les promoteurs d'éducation. On essaie de former les promoteurs à différentes spécialités : gynécologie, odontologie, analyses, pédiatrie, herboristerie. « Ceux qui connaissent les plantes médicinales, ce sont les anciens. Les jeunes ne savent pas à quoi elles servent. Alors il faut sauver cette sagesse avant que nos anciens soient deux mètres sous terre. On a organisé les anciens et ce sont les enseignants. Certains se forment dans tout ce qui est chimique et les autres dans la médecine [2]. » (Comité de bon gouvernement de La Realidad)

Quand il y a suffisamment de médicaments dans les pharmacies (grâce aux donations de la société civile), les bases de soutien zapatistes ne les paient pas, mais quand ils viennent à manquer, elles doivent payer les médicaments au prix d'achat. La consultation est également gratuite pour les zapatistes. En revanche, les non-zapatistes doivent payer la consultation et les médicaments à leur prix d'achat. Beaucoup de personnes d'autres organisations préfèrent se rendre dans les centres médicaux zapatistes parce que le promoteur parle leur langue et traite les malades avec respect : « La santé est de toute l'humanité. Il y a un problème important et évident dans la médecine et dans l'attention aux malades. Les femmes

principalement ont peur des hôpitaux. Nous sommes des marginaux dans les hôpitaux officiels : il n'y a pas d'espace de dignité pour nous dans ces hôpitaux. » (Comité de bon gouvernement de Morelia)

Dans tous ces programmes de santé, l'attention se centre sur la prévention des maladies : l'hygiène et la nutrition. C'est pour cela, par exemple, que le Caracol de La Garrucha a mis en marche un « plan intégral » qui passe par la construction de latrines, l'hygiène personnelle, la culture de jardins et les vaccins. A Morelia, la santé personnelle et collective fait partie des matières enseignées dans l'école autonome.

Autonomie économique

Au cours des dernières années, les municipalités autonomes ont créé de petites épiceries et des coopératives pour pouvoir soutenir leurs projets « non monétaires » (santé et éducation) et pour obtenir une plus grande indépendance économique : « Pour parler de commerce, nous avons un travail, par exemple les coopératives de café. Elles exportent au niveau international (Mut Vitz, Yachil Xojobal). Nous avons aussi les coopératives des femmes artisanes : Les Femmes pour la dignité, Xiluchon et Niximrosa. Nous avons aussi un atelier de fabrication de chaussures. On fait des bottes et des chaussures de tous types en fonction de ce que les gens utilisent. Des travaux collectifs ont lieu dans les communautés. Les femmes par exemple travaillent dans la boulangerie, dans l'élevage d'animaux et dans les jardins. Ce sont des exemples de travaux qui se réalisent entre hommes et femmes pour que nous puissions survivre comme bases de soutien et pouvoir ainsi maintenir la résistance. Nous ne faisons pas cas des miettes que le gouvernement donne. Nous avons notre propre travail. » (Comité de bon gouvernement d'Oventik)

Il existe de nombreux travaux collectifs comme l'élevage, la culture de café ou de la milpa mais le plus difficile est de trouver ensuite comment vendre à un prix juste. Cette année, les zapatistes ont réussi à augmenter le prix du café dans la région de La Realidad parce que le Caracol l'a acheté et transporté directement à Tapachula, en payant plus que les coyotes (revendeurs intermédiaires) : « Nous avons pensé que puisque nous avions le chómpiras (le camion de la région) nous pouvions améliorer la situation de la vente du café. Nous détestons ces salauds de coyotes. Ils paient le kilo de café à 12,50 pesos (moins d'un euro). A Tapachula, ils payent jusqu'à 17 pesos le kilo. Nous avons commencé à faire le calcul et avec notre camion, nous nous sommes rendu compte que nous pouvions payer les compañeros jusqu'à 14,50 pesos le kilo. Y compris à ceux qui ne sont pas zapatistes. Quand nous avons annoncé ça, les gens ont commencé à venir et les coyotes n'ont plus pu acheter. Ils ont alors décidé de payer plus que nous : 15 pesos le kilo. Ce qui était important, c'est qu'ils payaient davantage, cependant les compañeros savaient que ce que le Comité de bon gouvernement gagnait allait servir pour le bénéfice de tous. Ils ont décidé d'arrêter de vendre leur café aux coyotes. Le plus difficile, c'est l'autosuffisance économique. » (Comité de bon gouvernement de La Realidad)

Le principal défi est de réduire la dépendance aux produits venant de l'extérieur. Avoir sa propre production et parvenir à l'autoconsommation sont des préoccupations constantes dans toutes les régions autonomes. A Roberto Barrios, les zapatistes ont lancé un projet d'agriculture écologique pour diversifier les cultures et pouvoir commercialiser leurs produits. Ils espèrent pouvoir échanger ces produits avec d'autres régions.

Il est difficile d'arrêter de consommer les produits des entreprises transnationales : « Nous n'avons pas encore pu l'éviter parce qu'il manque un processus de prise de conscience de nos peuples. Ça nous fait envie à tous. Nous avons soif et nous prenons un Coca Cola. Nous mangeons des sabritas (chips et autres aliments peu nutritifs, « nourriture poubelle » en espagnol). Plus tard, nous espérons pouvoir nous organiser pour arrêter de consommer ce type de produits. Mais le faire est quelque chose de difficile. Petit à petit, nous voyons ce qui aide le peuple et ce qui ne l'aide pas. Mais nous avançons pas à pas et ce sont ces mêmes pas qui définiront le chemin à prendre. Il ne s'agit pas d'interdire mais de permettre à tous de prendre conscience. Il s'agit d'une question de formation et d'information. Les mass médias et l'information pèsent énormément. Ce qui est important, c'est de poser des questions qui font réfléchir. Et ensuite que cela se traduise dans les faits. C'est ça le plus dur, faire que ça devienne réalité. Ça ne servirait à rien que le Comité de bon gouvernement interdise ce genre de choses. » (Comité de bon

gouvernement de Morelia)

Justice

Au cours de cette première année de fonctionnement, les principaux conflits ont été d'ordre agraire. Les Comités de bon gouvernement cherchent à servir de médiateurs entre les acteurs pour transformer les conflits : « Nous pensons et nous croyons qu'il y a une autre façon d'appliquer la justice. Il n'y a pas d'argent en jeu. La première chose, c'est l'enquête, voir ce qui s'est passé. Nous travaillons beaucoup la conciliation, la médiation, rester neutres. Ensuite, nous réunissons les acteurs du conflit. Nous nous appuyons beaucoup sur les us et coutumes, ce sont nos lois. Nous savons aussi qu'il y a de mauvaises coutumes. Les anciens sont très importants dans le processus de prise de conscience. Si quelqu'un a volé, il faut voir pourquoi il a volé, parce que nous avons tous des besoins. Nous travaillons avec les deux parties. Nous appliquons les jugements. Si la personne reconnaît son délit, elle réalise un travail collectif [3] ». (Comité de bon gouvernement de Morelia)

Dans la région frontière (La Realidad), il existe de nombreux problèmes du fait de la présence d'immigrés sans papiers. Au moment de notre visite, les zapatistes avaient arrêté un pollero (trafiquant d'immigrés) vu que, dans les territoires zapatistes, le trafic de personnes, de drogues, d'alcool et d'armes est interdit. Il a été puni par la Comité de bon gouvernement et devra travailler pendant 6 mois à la construction d'un pont qui bénéficiera aux communautés, afin de réfléchir sur ses actes.
Des personnes non zapatistes se rendent aussi dans les Comités de bon gouvernement pour résoudre leurs conflits, face aux problèmes de corruption et d'impunité de la justice « officielle ». Un Comité de bon gouvernement nous a raconté qu'une personne d'une organisation non zapatiste avait reçu l'argent de son billet de bus par la mairie (constitutionnelle) en montrant le document que lui avait fait parvenir le Comité de bon gouvernement pour qu'il vienne y faire sa déclaration.
Par le biais de leur autonomie, les peuples zapatistes ne sont pas seulement en train de reconstruire leur culture en récupérant leurs langues, leurs façons de cultiver et leur propre sagesse. Ils essayent aussi de créer une démocratie participative réelle. Paradoxalement, quelque chose d'aussi logique et raisonnable s'est transformé en une lutte de résistance face à un monde qui va à la dérive, dans lequel clamer en faveur de l'humanité passe par une opposition au modèle de « développement » imposé par le système capitaliste. L'autonomie zapatiste contribue à créer une fissure dans l'échafaudage de cette organisation mondiale où le capital est au-dessus des valeurs humaines et où le marché est plus fort que l'éthique. Les zapatistes nous montrent un chemin, leur chemin. Ils font ce qu'ils font, avancent et toujours se posent des questions. Quant à nous autres, assis face à eux, nous ne pouvons que nous demander ce que nous faisons pour transformer ce monde où l'inégalité et la violence semblent nécessaires pour alimenter la richesse de quelques-uns

****

Après 11 ans de conflit armé au Chiapas, la militarisation et la présence de groupes paramilitaires continuent

Une déclaration du Réseau mexicain des constructeurs de Paix

L'Organisme des droits humains « Fray Bartolomé de las Casas » dénonce devant la CIDH la création de groupes paramilitaires de la part de l'Armée mexicaine

La mise en place d'une stratégie de contre-insurrection de la part du Gouvernement mexicain à travers la création de groupes paramilitaires dans l'état du Chiapas dans les années 1994-2000 a entraîné de graves violations des droits humains au sein de la population civile, violations parfaitement documentées et dénoncées par l'Organisme des droits humains « Fray Bartolomé de Las Casas » auprès des instances nationales et internationales.

Cet organisme a déposé une plainte auprès de la Commission interaméricaine des droits humains en octobre 2004, qu'il a rendu publique seulement le 9 février dernier, afin de préserver la sécurité des témoins. L'Organisme des droits humains « Fray Bartolomé de Las Casas » accuse l'ex président Ernesto Zedillo, en sa qualité d'ex-commandant suprême des Forces armées, du crime de lèse-humanité, et accuse les généraux Enrique Cervantes Aguirre, ex-Ministre de la défense nationale, et Mario Renán Castillo, ex-commandant de la septième région militaire, d'être responsables d'attaques généralisées et systématiques contre la population civile ; de plus, l'organisme a sollicité des mesures de sécurité pour assurer la protection d'un certain nombre de communautés déplacées au nord du Chiapas.

En tant que membres du Réseau mexicain de constructeurs de paix (Red Mexicana de Constructores de Paz), composé d'organisations religieuses, civiles et sociales, nous considérons que la paix est possible seulement si on établit la vérité, si on rend la justice et si on propose une réparation pour les dommages commis. Pour cette raison, nous sommes préoccupés par le fait qu'après 11 ans de conflit armé au Chiapas, non seulement, on ne peut pas parler de paix, mais de plus, la militarisation et la présence de groupes paramilitaires se maintiennent. De même, les crimes commis restent dans l'impunité. Nous redoutons, dans ce contexte, les conséquences que peut occasionner aux communautés et membres de l'Organisme des droits humains " Fray Bartolomé de Las Casas " la présentation de cette plainte.
Nous lançons un appel pour nous solidariser avec les communautés déplacées et les membres de l'Organisme des droits humains " Fray Bartolomé de Las Casas ". Et nous exigeons :

– Qu'une enquête soit menée et que les responsables matériels et intellectuels du délit de lèse-humanité contre la population civile soient sanctionnés en application des traités internationaux sur les droits humains.
– Que les groupes paramilitaires soient désarmés et démantelés.
– Que le territoire indigène du Chiapas soit démilitarisé.
– Que l'on répare les dommages aux victimes de déplacement forcé, assassinat, disparition et torture.

Salutations,

Pour le Réseau Mexicain de Constructeurs de Paix :

Servicios y Asesoría para la Paz (SERAPAZ) ; Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, A.C. ; Centro de Derechos Humanos "Fray Francisco de Vitoria" ; Centro Nacional de Comunicación Social (CENCOS) ; Comisión Intercongregacional de Justicia, Paz y Vida ; Comisión de Apoyo a la Unidad y Reconciliación Comunitaria (CORECO) ; Servicio Internacional para la Paz (SIPAZ) ; Jóvenes en Resistencia Alternativa, Consejo Indígena Popular de Oaxaca "Ricardo Flores Magón" (CIPO-RFM) ; Programa Suizo de Apoyo al Proceso de Paz en Chiapas (PROPAZ) ; Servicio, Paz y Justicia – México (SERPAJ) ; Secretariado Internacional de Solidaridad con América Latina "Monseñor Oscar Arnulfo Romero" ; Desarrollo Económico y Social de los Mexicanos Indígenas (DESMI) ; Grupo Lago Mayor, Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad ; Mujeres para el Diálogo (MPD).

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2801.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : SIPAZ

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial) et l'adresse internet de

l’article.

Notes

[1] Cf. Dial D 2667 et 2770.

[2] Naturelle.

[3] Comme sanction.